



POUR UN PLAN D'URGENCE DANS L'ÉDUCATION

L'École toute entière a été soumise à rude épreuve et les personnels ont terminé l'année dans un **état de fatigue rarement atteint**. Cette deuxième rentrée sous Covid est de nouveau marquée par le **manque d'anticipation** et la **confusion** de la politique suivie face à la poursuite de la crise sanitaire. Dans ce contexte qui complique les apprentissages, le ministère continue d'ignorer les besoins et refuse la mise en place d'un plan d'urgence pour l'éducation.

Un collectif budgétaire aurait été nécessaire pour répondre aux besoins avec la création indispensable de postes d'enseignant.es, de CPE, AED, AESH, de PsyEN, de RASED, de personnels administratifs, techniques, santé et sociaux dans les écoles, les établissements et les services. Au lieu de cela, ils ont encore supprimé des postes notamment dans le 2d degré.

Les protocoles sont toujours aussi inapplicables. Qu'attend-t-on pour équiper les salles de capteurs de CO2 et rendre l'aération possible pour toutes les salles ? Le ministère ne peut continuer de se défausser sur les collectivités territoriales.

Les conclusions du Grenelle l'ont confirmé, il n'y aura pas de loi de programmation pluriannuelle. Un renoncement de plus. Où est passée la revalorisation historique annoncée ? Au-delà de la deuxième tranche de la prime d'attractivité, très insuffisante pour rattraper les retards, il est bien difficile de voir de quelconques perspectives de revalorisation pour les années à venir. Il est urgent d'augmenter les salaires de tous les personnels !

Dans le 1^{er} degré, les dernières mesures envisagées vont transformer en profondeur nos métiers : projet de création d'un emploi fonctionnel de directeur-riche d'école et de hiérarchies intermédiaires, de pilotage par l'évaluation. Nous ne pouvons accepter de tels reculs.

La généralisation du **contrôle continu** pour le baccalauréat achève le caractère national du diplôme. Nous demandons le rétablissement des épreuves nationales, terminales ponctuelles et anonymes.

Nos organisations appellent nos professions à se mobiliser afin d'exiger un plan d'urgence pour le service public d'Éducation. Notre École a besoin de **reconnaissance** pour fonctionner. Cela passe par des **moyens supplémentaires**, un plan de **titularisation** de tous les personnels et une **revalorisation significative des salaires**.

**Face au déni de réalité,
POUR un plan d'urgence dans l'éducation**

Toutes et tous en grève

le 23 septembre

Manifestation en direction du Rectorat

(pensez à apporter vos affiches et à préparer vos témoignages.)

10 heures 30

Place du théâtre à CAEN

L'intersyndicale propose un moment d'échange en début d'après-midi. Les modalités seront annoncées lors de la manifestation. Elle appelle à poursuivre les actions, en particulier dans le cadre de la mobilisation interprofessionnelle du 5 octobre et en appui des AESH le 19 octobre 2021. 1

